



Jean-Louis Guigou
Délégué général d'Ipemed

De Gaulle et la Méditerranée

► Dans son livre *La politique arabe de la France de De Gaulle à Pompidou*⁽¹⁾, Paul Balta narre un échange avec le général de Gaulle qui mérite d'être rappelé. En janvier 1969, alors qu'une partie de l'opinion française était réservée à l'égard des Arabes à la suite du conflit avec l'Algérie et de la guerre des Six jours, le général de Gaulle avait confié au journaliste :

«Le commerce, l'économie, la culture, c'est très important. Il faut parler de ce qui se fait parce que cela prépare l'avenir, et il faut voir loin. Il y a de l'autre côté de la Méditerranée, des pays en voie de développement. Mais il y a aussi chez eux une civilisation, une culture, un humanisme, un sens des rapports humains que nous avons tendance à perdre dans nos sociétés industrialisées et qu'un jour nous serons très contents de retrouver chez eux. Nous avançons, eux et nous [...], vers la civilisation industrielle. Mais si nous voulons, autour de cette Méditerranée construire une civilisation industrielle qui ne passe

pas par le modèle américain et dans laquelle l'homme sera une fin et non un moyen, alors il faut que nos cultures s'ouvrent l'une à l'autre.»

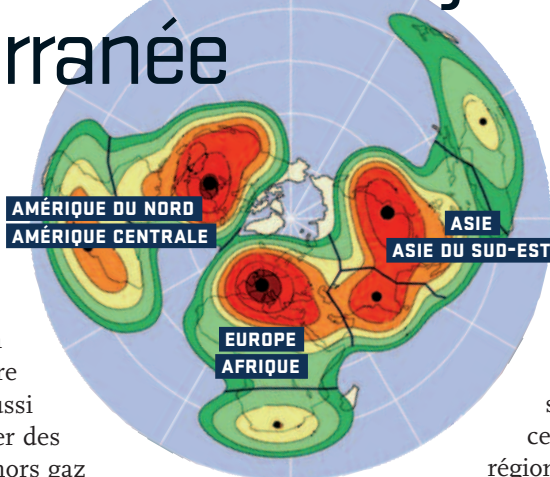
Quand on lui demandait pourquoi il n'avait pas tenu ces propos en public, le général de Gaulle répondait : « Je craignais de ne pas être compris. Et je crains que le jour où cela sera compris, il ne soit trop tard. » Des propos qui méritent d'être médités à l'heure où l'UPM ambitionne de devenir un pôle de développement partagé et un nouveau modèle de démocratie respectée à l'échelle mondiale.

(1). Éd. Sindbad, 1973.

La régionalisation : un enjeu pour l'avenir de la Méditerranée

Si la récession mondiale a remis au goût du jour les enjeux de régulation, les différences d'intérêt, de culture, de niveaux de développement ou de protection sociale rendent difficiles une entente mondiale. L'intérêt de la régionalisation apparaît, dans ce cadre, complémentaire des régulations mondiales : elle est aussi plus pertinente quand il s'agit de gérer des problèmes plus localisés (pollutions hors gaz à effet de serre, infrastructures) ou qui touchent davantage aux préférences collectives (normes qui sont un pré-requis des échanges de services). L'intérêt pour la régionalisation est renforcé par l'autonomisation des zones de croissance autour des grands pôles économiques historiques (Amérique du Nord, Europe, Japon-Corée), mais aussi des grands émergents tels que la Chine, l'Inde, la Russie et le Brésil. Cette autonomisation est encore plus prégnante à l'issue de la crise, car les relances mises en place ont bénéficié prioritairement aux entreprises nationales et régionales remettant à l'ordre du jour la géographie des échanges que la mondialisation semblait avoir reléguée au second rang. La compétition pour sortir de la crise est devenue un enjeu géo-économique mondial et il convient d'admettre que le retour de la croissance en Europe gagnerait à s'inscrire dans le cadre d'une vision euro-méditerranéenne.

Un cadre régional rénové renforcerait la compétitivité et l'attractivité des marchés méditerranéens. C'est aussi



L'INTÉRÊT POUR LA RÉGIONALISATION EST RENFORCÉ PAR L'AUTONOMISATION DES ZONES DE CROISSANCE AUTOUR DES GRANDS PÔLES (AMÉRIQUE DU NORD, EUROPE, JAPON-CORÉE), MAIS AUSSI DES ÉMERGENTS (CHINE, INDE, RUSSIE, BRÉSIL).

une nécessité sociale. À l'heure où la croissance mondiale est de plus en plus fondée sur le facteur humain et la qualité de la main-d'œuvre, la mondialisation a provoqué une mise en concurrence de ce capital humain au niveau mondial. Cela a négativement pesé sur les travailleurs les moins qualifiés dans les pays riches tandis que la main-d'œuvre qualifiée des pays émergents et en développement se délocalisait au Nord (même si le *brain drain* peut s'accompagner sous certaines conditions de *brain gains*). Or, la régionalisation favorise la circulation du capital humain tout en limitant sa migration vers les zones lointaines qui ont un niveau de vie différent.

NÉCESSITÉ SOCIALE Enfin, la préservation des ressources naturelles est un facteur indispensable à la croissance future. La limitation des dégradations environnementales doit se penser régionalement, dans la mesure où une partie des pollutions émises ou des prélèvements de ressources pâtissent à l'ensemble de la région. Les opportunités que suscite la croissance verte sont aussi régionales du fait des complémentarités évidentes entre les ressources renouvelables disponibles et les technologies déjà développées.

Quelle forme prendra une intégration régionale : un prolongement de l'Europe sans adhésion, une intégration économique en vol d'oie sauvage à l'asiatique, une forme hybride ni tout à fait européenne ni tout à fait méditerranéenne ? Les jeux sont ouverts tant du point de vue institutionnel qu'économique.

Cécile Jolly et Macarena Nuño



GAZ NATUREL

Gazoduc Nabucco : objectif 2014

● Le consortium international Nabucco a maintenu la date de 2014 pour l'entrée en service de son gazoduc visant à fournir du gaz à l'Europe en contournant la Russie, alors que le commissaire européen à l'Énergie évoquait plutôt 2018. L'entrée en service du gazoduc se fera progressivement et devrait atteindre sa pleine capacité de livraison (31 milliards de m³ par an) en 2018. Ce gazoduc (3300 km) doit relier les champs gaziers d'Asie centrale à l'Europe, via la Turquie et le Sud-Est de l'Europe, en évitant la Russie. Le coût de la construction est estimé à 7,9 milliards d'euros mais son tracé n'est toujours pas arrêté.

INVESTISSEMENT

La Tunisie relance son programme de privatisations

● Une dizaine d'entreprises sont concernées parmi lesquelles la Compagnie tunisienne de navigation (CTN), la Société tunisienne de sidérurgie et la Société de distribution de pétrole, la Société tunisienne de sucre, la Société tunisienne de réassurance (Tunis Ré), la Société Modern Leasing ou encore la Société tunisienne d'aviculture. Des opérations

REPÈRE

2,79 milliards de dollars

C'est, selon le site algérien «Tout sur l'Algérie» (TSA) qui cite des chiffres officiels, le total modeste des investissements des pays de l'UE en Algérie entre 2003 à 2008. Ce chiffre engloberait tous les secteurs d'activité, y compris les hydrocarbures.

de concession sont également prévues dont le financement et l'exploitation d'une station de dessalement des eaux de mer à Djerba et la réalisation et l'exploitation d'un port de transbordement en eaux profondes dans la région d'Enfidha, où un aéroport vient d'entrer en service, sans oublier la réalisation et l'exploitation de deux stations d'épuration à Tunis. 155 entreprises ont été privatisées à ce jour, 5 données en concession, 41 liquidées et 18 restructurées. Ces opérations ont rapporté à l'État près de 4 milliards de dollars, les investissements étrangers ayant contribué à ces recettes à près de 87%.

NUCLÉAIRE

Un premier réacteur pour la Jordanie

● Un consortium sud-coréen a signé fin mars un accord pour la construction en Jordanie du premier réacteur nucléaire du pays pour un montant de quelque 130 millions de dollars. L'accord prévoit la construction par l'institut public Korea Atomic Energy Research Institute et la compagnie Daewoo Engineering and

Construction Co. du réacteur sur le site de l'université des sciences et de technologies, près de la ville d'Irbid dans le Nord de la Jordanie. Le réacteur de recherche de cinq mégawatts «sera le point d'appui du programme nucléaire pacifique de la Jordanie», a indiqué le Premier ministre Samir Rifai, cité par l'agence Petra, lors de la cérémonie de signature. Le réacteur doit être achevé en 2014 et être opérationnel l'année suivante.

SOLAIRE

Des renforts pour Desertec

● Quatre nouveaux investisseurs ont adhéré au projet géant de centrales solaires en Afrique et au Moyen-Orient, dont l'italien Enel et le français Saint-Gobain, a annoncé fin mars la société allemande D11 qui chapeaute le projet. Enel

Green Power, Saint-Gobain Solar mais aussi l'espagnol Red Electrica de Espana et le marocain Nareva Holding rejoignent ainsi le projet Desertec, qui vise à créer d'ici quarante ans et pour environ 400 milliards d'euros un réseau d'installations éoliennes et solaires en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, censées fournir à terme jusqu'à 15% de la consommation d'électricité de l'Europe. Desertec compte désormais dix-sept partenaires, soit seize entreprises et la fondation Desertec. Le projet rassemblait jusque-là douze sociétés dont l'espagnol Abengoa et l'algérien Cevital. Mais la plupart sont allemandes, comme les géants de l'énergie EON et RWE, le conglomérat Siemens, la Deutsche Bank ou encore le réassureur Munich Re. Selon D11, «d'étroits pour-parlers» seraient en cours avec une société tunisienne.

La France lance le projet Transgreen

● Selon le quotidien spécialisé *Énerpresse*, la France travaille à la constitution d'un consortium d'entreprises chargé de développer un vaste réseau de lignes électriques sous la Méditerranée, afin d'acheminer l'électricité solaire produite en Afrique vers l'Europe. Ce projet, baptisé Transgreen, s'inscrit dans le cadre du Plan solaire méditerranéen et devrait être annoncé lors d'une réunion des ministres de l'Énergie des 43 pays de l'Union pour la Méditerranée (UfM) prévue le 25 mai au Caire. Le consortium

Transgreen serait dans un premier temps (2010-2012) chargé de mener des études de faisabilité en vue de la construction d'un réseau de lignes haute tension sous-marines en courant continu. Actuellement, l'Europe n'est reliée à l'Afrique que par une double ligne en courant alternatif d'une capacité de 1400 mégawatts passant sous le détroit de Gibraltar. Le Plan solaire méditerranéen, lancé dans le cadre de l'UfM, prévoit la construction de capacités de production d'électricité verte, notamment solaire, de 20 gigawatts à horizon 2020.



Le nouvel aéroport d'Enfidha entre Hammamet et Sousse (Tunisie).

➔ **Petit déjeuner de la Méditerranée**
«Quelles valeurs communes en Méditerranée?»

En mai, le petit déjeuner mensuel d'Ipemed aura pour thème la question des valeurs communes en Méditerranée. Une thématique incontournable dans toute réflexion relative au rapprochement des pays des deux rives et qui constitue l'un des axes principaux de réflexion du Comité de parrainage politique d'Ipemed en 2010. Abderrahmane Hadj Nacer, co-président du Comité, exposera son point de vue. Jean-Luc Fallou, PDG de Stratorg et de Stratorg

Alliance Group, qui a animé pour Ipemed le groupe de travail sur les valeurs créé dans le cadre du projet Prospective-Méditerranée 2030, présentera les résultats de ses travaux.

Vendredi 7 mai. Réservation indispensable : communication@ipemed.coop

Les entretiens de la Méditerranée

Organisée par Ipemed et l'Institut arabe des chefs d'entreprise (IACE) en collaboration avec l'IEMed (Institut européen de la Méditerranée), la seconde édition des entretiens de la Méditerranée aura pour thème : «la Méditerranée,

vision, projets et financement». De nombreux chefs d'entreprise, responsables politiques et représentants des réseaux professionnels de la Méditerranée sont attendus. Ils doivent aboutir ensemble à des recommandations opérationnelles pour la construction de l'édifice méditerranéen. Celles-ci seront transmises aux responsables politiques, institutionnels et économiques de l'Union pour la Méditerranée. Entre 300 et 500 participants de quarante quatre pays des deux rives seront présents.

Mardi 25 et mercredi 26 mai. Hammamet, Tunisie. Incriptions : <http://www.iace-event.com>

FORUM DE PARIS

L'UPM : «une transgression» ?

● Présent au Forum de Paris début avril, Henri Guaino a expliqué à l'auditoire que l'Union pour la Méditerranée est une «transgression» dans la mesure où elle permet à ses acteurs de s'affranchir des règles habituelles qui régissent l'action des chefs d'État et de gouvernement. Ainsi, cette Union romprait avec les habitudes notamment en matière de discussions et

Un processus qui avance malgré tout

● Présente elle aussi au Forum de Paris, Caroline Cornu, adjointe d'Henri Guaino à la mission interministérielle française de l'UPM, a mis en exergue les réalisations de cette Union dont le bilan serait «*bien plus positif*» que ne le pensent les sceptiques qui annoncent régulièrement l'arrêt de ce projet. Elle en veut pour preuve l'avancement du Plan solaire méditerranéen qui mobilise les pays de la région mais aussi des financiers tels que l'AFD, la BEI, la KfW, la Caisse des Dépôts et la Banque mondiale. De même, la dynamique de l'UPM aurait permis, a expliqué Caroline Cornu, le lancement de soixante-treize projets d'un montant de 5,2 milliards d'euros pour la dépollution de la Méditerranée sans oublier la création d'un réseau de procureurs pour lutter contre la pollution maritime volontaire. Parmi les autres chantiers, on peut citer la création d'une cour d'arbitrage euro-méditerranéenne, l'adoption d'un traité de garantie des investissements, l'élaboration d'un pacte pour la sécurité alimentaire en Méditerranée; la création d'une chaîne de télévision culturelle pour la Méditerranée et une agence pour le développement urbain durable. Tous ces sujets seront mis sur la table du second sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union pour la Méditerranée du 7 juin à Barcelone.



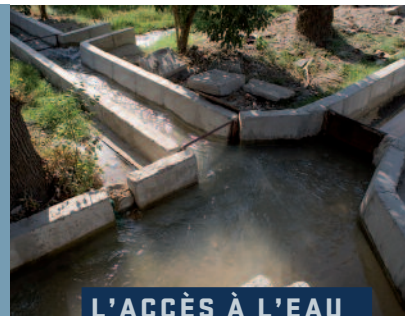
● Henri Guaino, conseiller spécial du président Nicolas Sarkozy et président de la mission interministérielle française de l'UPM.

de négociations entre les pays du Nord et du Sud de la Méditerranée. Une rupture qui établirait pour l'UPM les postulats fondateurs suivants: la coresponsabilité, la coprésidence entre Nord et Sud, le codéveloppement au lieu de l'aide au développement ainsi que les projets multilatéraux mais à géométrie variable – seuls les pays qui le souhaitent s'engagent librement dans des projets communs. À cela s'ajoutent le partenariat public-privé (PPP) et une vision et des projets de long terme.

RENDEZ-VOUS

RÉUNIONS

- Le 27 mai prochain, se tiendra à Marseille une réunion destinée à présenter les différents projets de l'Union pour la Méditerranée. Pour mémoire, en avril 2009, la première rencontre de ce genre avait permis de mobiliser près de 10 milliards de dollars auprès des bailleurs de fonds.
- Le 25 mai prochain, une réunion de l'UPM aura lieu au Caire avec pour thème principal l'état d'avancement du Plan solaire méditerranéen, qui prévoit la construction de capacités de production d'électricité solaire au Sud de la Méditerranée et le développement d'un réseau de lignes électriques, afin d'acheminer une partie de l'électricité produite en Afrique, vers l'Europe.
- À la fin du mois d'avril, devrait se tenir en Slovénie une réunion des quarante-trois ministres de la Recherche et de l'Enseignement supérieur. La création d'un Centre méditerranéen de la recherche scientifique sera au cœur des discussions. Un tel projet fédèrera autour de lui des instituts méditerranéens les plus avancés en matière de recherche et permettra aux chercheurs de la rive nord et de la rive sud de travailler ensemble sur des programmes de recherche communs.



L'ACCÈS À L'EAU

Échec de la conférence sur l'eau

● La IV^e conférence de l'UPM sur le thème de l'eau – elle devait notamment permettre l'adoption d'une «stratégie pour l'eau en Méditerranée» – a échoué en raison d'un différend israélo-arabe. L'État hébreu a ainsi rejeté une référence aux «*territoires occupés*» dans le texte final et les pays arabes ont refusé la formulation alternative proposée par les Européens de «*territoires sous occupation*». Les travaux de la conférence sur l'eau sont destinés à aboutir à un document garantissant un accès équitable à l'eau pour tous les pays méditerranéens, notamment ceux du Sud, mais aussi à éviter que cette ressource vitale ne soit cause de conflits futurs dans la région. Des personnalités politiques ont déploré cet échec; parmi elles, le secrétaire général de l'UPM, le jordanien Ahmad Massa'deh. La question de l'accès à l'eau est pourtant cruciale pour les habitants du Bassin méditerranéen. Quelque 290 millions de personnes risquent d'ici à 2025 de manquer cruellement d'eau, selon des données de l'ONU, sous les effets conjugués d'un boom démographique, de l'accroissement des besoins de l'agriculture, de l'industrie et du tourisme, ainsi que du réchauffement climatique.

Le sommet de Barcelone veut relancer le processus de paix au Moyen-Orient

● En mars et en avril les officiels espagnols ont multiplié les déclarations à propos des objectifs du sommet du 7 juin de l'Union pour la Méditerranée. L'un d'entre eux concerne le processus de paix au Moyen-Orient dont le blocage handicape sérieusement le déploiement de l'UPM. L'Espagne est ainsi en discussion avec la France et l'Égypte pour lancer une initiative politique afin de faire

redémarrer le processus de paix au Moyen-Orient dans le cadre de l'UPM. Le ministre espagnol des Affaires étrangères, Miguel Angel Moratinos, affirme que plus de quarante pays de la Méditerranée participeront à ce deuxième sommet de l'UPM à Barcelone. Selon lui, les dirigeants israélien Benjamin Netanyahu, palestinien Mahmoud Abbas et syrien Bachar al-Assad sont attendus à cette rencontre au sommet

qui fait suite à celle du 13 juillet 2008 à Paris. Pour autant, nombre d'observateurs craignent que la présence du Premier ministre israélien ne pousse certains dirigeants du Sud de la Méditerranée à boycotter le Sommet, certains experts craignant même son annulation.



● Benjamin Netanyahu et Mahmoud Abbas.

Les pistes pour améliorer la sécurité alimentaire

Cette Note d'Ipemed définit précisément la sécurité alimentaire, ce concept restant mal connu, médiatisé et politisé avant d'avoir fait l'objet des approfondissements nécessaires. Les auteurs, Jean-Louis Rastoin (ingénieur agronome, docteur en sciences économiques et agrégé de sciences de gestion) et Foued Cheriet (ingénieur de recherches à l'Inra Montpellier) rappellent que les scientifiques s'accordent pour donner à ce concept un contenu qui intègre trois dimensions, celles du consommateur, du producteur et du régime de gouvernance, et deux composantes, quantitative et qualitative.

Dans le même temps, cette Note fait le point sur la sécurité alimentaire en Méditerranée, notamment dans sa rive sud, et énumère les stratégies pour améliorer une situation préoccupante. Tous les exercices récents de prospective mondiale pointent, en effet, la région Afrique du Nord-Moyen-Orient (ANMO) comme la plus déficitaire en termes de disponibilités alimentaires par habitant, avec une aggravation dans les décennies à venir.

TROIS DIMENSIONS Du point de vue du consommateur, la sécurité alimentaire fait écho au «droit à l'alimentation» qui figure dans la *Déclaration universelle des droits de l'homme* de 1948 et qui précise que les États et la communauté internationale doivent garantir à chacun un accès à une alimen-

DANS UNE PERSPECTIVE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE, LES PISTES D'ACTIONS ONT COMME OBJECTIF DE RENFORCER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE RÉGIONALE.

tation suffisante, de qualité et correspondant aux traditions culturelles locales. Or, si les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (Psem) sont proches de maîtriser la sous-alimentation, il n'en va pas de même en ce qui concerne la qualité de ses aliments et la sauvegarde de son patrimoine culinaire.

Du point de vue de la production, dans l'ensemble du Bassin méditerranéen, il existe de fortes contraintes sur la terre, l'eau et les filières. À un potentiel foncier agricole limité du fait de la topographie (moins de 85 millions d'hectares cultivables, soit 6% du total mondial, dans la zone ANMO), s'ajoutent des ressources hydriques insuffisantes et une pression urbaine, industrielle et tertiaire galopante. Cette situation sera aggravée par le changement climatique. Enfin, les filières alimentaires restent faibles en termes de structuration, de coordination et de performances techniques et économiques.

Du point de vue de la gouvernance, les Psem se caractérisent par une défaillance du système institutionnel: dispositif d'observation de terrain inachevé (ni statistiques de veille sanitaire, ni réseau d'information comptable agricole et agroalimentaire), absence de politique alimentaire et nutritionnelle, effacement des politiques agricoles après la période d'ajustement structurel (années 70-80), cadre réglementaire sur la qualité des produits incomplet ou peu appliqué, poids du secteur informel.

JEAN-LOUIS RASTOIN, FOUED CHERIET
«Note Ipemed» n°6, janvier 2010. Disponible sur www.ipemed.coop

Sécurité alimentaire en Méditerranée: un enjeu géostratégique majeur



Les auteurs relèvent que les pistes d'action suggérées par les études sont guidées par un objectif de renforcement de la sécurité alimentaire régionale. Elles s'inscrivent dans une perspective de développement durable. Elles concernent:

- l'amélioration de la situation nutritionnelle par le frein mis à la progression du modèle occidental et la promotion d'un mode de consommation méditerranéenne permettant la reconquête des marchés intérieurs et l'expansion internationale;
- l'augmentation de la production alimentaire locale par un nouveau cadre institutionnel, l'innovation technique, organisationnelle et la formation. Une politique agricole et agroalimentaire, fondée sur le concept de filière, doit stimuler les acteurs économiques;
- la mise en place d'une politique de co-développement euro-méditerranéenne dont le cadre serait l'Union pour la Méditerranée (UPM) et qui comporterait un chapitre «sécurité alimentaire» fondé sur une logique de complémentarité et de proximité. J.L.R.

ÉTUDE



Perspectives des politiques agricoles en Afrique du Nord

Étude du CIHEAM avec le soutien de l'Agence française de développement. Coordination:

Sébastien Abis (CIHEAM-SC), Pierre Blanc (CIHEAM-SC), François Lerin (CIHEAM-IAMM), Mihoub Mezouaghi (AFD). «Options Méditerranéennes» n°64, 246 pages, 2009. Disponible sur www.ciheam.org.

Soutenu par l'Agence française de développement (AFD, membre fondateur d'Ipemed), le Centre international des hautes études agronomiques

méditerranéennes (CIHEAM) a réalisé un diagnostic sur l'agriculture, les politiques alimentaires, le fonctionnement des filières et les politiques agricoles au Maroc, en Algérie, en Tunisie et en Égypte. Une démarche d'autant plus pertinente que la crise alimentaire des années 2007-2008 n'a pas épargné la rive sud de la Méditerranée y révélant les fragilités structurelles d'une agriculture de plus en plus confrontée à la raréfaction des ressources. D'où l'intérêt de réfléchir à l'efficacité des politiques alimentaires dans les pays cités et de s'interroger sur la nécessité d'une réforme.

De fait, les questions qui se posent pour cette région en matière d'agriculture démontrent qu'elle doit se doter d'un nouveau modèle agricole. Celui-ci permettra de produire plus et mieux et contribuera à faire sortir une bonne partie des actifs agricoles de la marginalité économique. Il devra aussi être bâti sur des filières capables de porter des produits sur les marchés nationaux et internationaux. L'ouvrage se divise en trois parties. La première traite des perspectives des politiques agricoles en Afrique du Nord et aborde la question de l'impact de la volatilité des prix interna-

tionaux agricoles et alimentaires en Afrique du Nord ainsi que l'analyse des politiques agricoles et rurales passées et présentes dans la région. La seconde partie est une synthèse de l'étude avec la mise en exergue des enseignements et défis pour le futur agricole au Maghreb et en Égypte. Enfin, la troisième partie propose des réflexions d'experts sur les politiques agricoles en Afrique du Nord avec la prise en compte de la contrainte environnementale et climatique, de la mondialisation et de la possible émergence de technopoles agroalimentaires dans les pays du Maghreb.

LES AUTOROUTES DE LA MER

Facteur clé de la compétitivité sud-méditerranéenne

Lorsqu'il s'agit d'énumérer les projets économiques concrets liés à l'Union pour la Méditerranée (UPM), les autoroutes de la mer (ADM) sont fréquemment citées car elles ont été retenues parmi les six initiatives prioritaires décidées lors du sommet du 13 juillet 2008 à Paris. Pour autant, ce concept, ses implications économiques, les difficultés qui entourent les projets déjà lancés et les bénéfices que peuvent en retirer les pays concernés restent encore mal connus. La *Note d'Ipemed* sur ce thème rappelle que le grand projet d'autoroutes (autostrade) de la mer est né en Italie il y a plus de vingt-cinq ans et qu'il était destiné à soulager les axes routiers Nord-Sud de la péninsule. C'est ainsi qu'aujourd'hui une bonne partie des échanges commerciaux entre l'Italie et l'Espagne, se font par lignes maritimes, les camions étant chargés sur des navires. Par la suite, l'Union européenne (UE) s'est emparée de l'idée, toujours dans la perspective de diminuer la pression sur le transport routier. Le rappel historique effectué, la *Note* examine, à travers l'étude du projet d'autoroutes de la mer transméditerranéennes, quelles sont les perspectives du transport maritime en Méditerranée et précise en quoi leur développement peut faciliter la convergence économique entre les deux rives. Comme l'explique l'auteur Maxime Weigert, chercheur et doctorant, «la prospective économique qui motive les politiques euro-méditerranéennes de transport, et le diagnostic du système de transport méditerranéen

FAIRE DE LA MÉDITERRANÉE UN COULOIR MARITIME SUR LEQUEL S'ÉTABLIERAIENT LES CHAÎNES DE PRODUCTION, À L'IMAGE DE CE QUI EXISTE DÉJÀ EN ASIE ORIENTALE.

montrent que l'enjeu est considérable.» En effet, la question des autoroutes de la mer dépasse la seule notion d'une liaison maritime entre deux ports. De plus, l'autoroute de la mer entre le Nord et le Sud de la Méditerranée, ne peut avoir pour but de diminuer un trafic routier qui, de toutes les façons, n'est guère important.

Bien au contraire, «les effets escomptés débordent le seul secteur maritime», rappelle l'auteur. «On attend

que les autoroutes de la mer jouent un rôle de catalyseur dans l'intégration logistique et économique de l'espace euro-méditerranéen.» Il ne s'agit donc pas uniquement de flux maritimes mais aussi du développement d'infrastructures logistiques, de services dédiés et de bonnes pratiques. Leur essor contribuerait à une meilleure qualité des services

et à l'émergence de chaînes logistiques compétitives. L'amélioration des infrastructures et des services portuaires, le renforcement des connexions intermodales et l'augmentation de la fréquence et de la fiabilité des services de navigation sont donc autant de retombées que pourrait générer ce développement. Et cette amélioration dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (Psem) est d'autant plus urgente que ces derniers ne peuvent plus compter sur la proximité géographique avec l'Europe pour défendre leurs parts de marchés sur le Vieux Continent.

UN RÔLE DE CATALYSEUR. Alors que l'environnement logistique est devenu l'un des principaux facteurs de localisation des entreprises, les Psem présentent un bilan peu positif en la matière. «Sur terre, ni les routes ni les voies ferroviaires ne sont développées, les arrière-pays sont mal desservis et il n'existe pratiquement aucune liaison entre les pays du Sud», note l'étude. En mer, les liaisons Nord-Sud sont peu nombreuses et les navires les empruntant font souvent le retour à vide». Cela signifie que les Psem risquent de perdre des parts de marché par rapport à leurs concurrents asiatiques. «La mise en place de services maritimes optimaux entre des ports standardisés et connectés aux hinterlands participe d'une politique d'intégration économique de la Méditerranée». Cela «contribuerait à faire de la Méditerranée un vaste couloir maritime sur lequel s'établiraient les chaînes de production», à l'image de ce

Akram Belkaid

MAXIME WEIGERT, PRÉFACE DE MARC ABEILLE «Les Note Ipemed» n°7, février 2010, disponible sur www.ipemed.coop

Les autoroutes de la mer : des perspectives prometteuses en Méditerranée



OUVRAGE



L'eau en Méditerranée : fonder une stratégie commune. Services de l'eau, climat et sécurité

SOUS LA COORDINATION DE PIERRE BECKOUCHE, ZOË LUÇON ET ALEXANDRE TAITHE. PRÉFACE D'ALAIN JUPPÉ
Éditions L'Harmattan, 162 pages, 15,50 euros.

La Méditerranée est l'une des zones du monde où le changement climatique aura le plus d'impacts. Dans nombre de prévisions, il est avancé que des villes comme Barcelone ou Marseille auront en 2070 le même climat qu'Alger ou Tunis aujourd'hui. Cette perspective suffit à elle seule pour convaincre que la gestion de l'eau est un défi à l'échelle de la Méditerranée, qu'il s'agisse des usages agricoles, de l'accès à l'eau potable, des effets du réchauffement global, des vulnérabilités particulières

(comme la pression démographique) ou des coopérations interétatiques. Cela signifie que les pays riverains de la Méditerranée doivent concevoir sans tarder une stratégie commune de l'eau. Cela constituerait ainsi l'un des principaux piliers des politiques régionales de l'Union pour la Méditerranée (UPM) tout en donnant corps à la communauté de destin qui unit les Méditerranéens des deux rives. Cette problématique est le fil conducteur de cet ouvrage réalisé par Ipemed et la Fondation pour la recherche straté-

gique avec le soutien de Suez Environnement (membre fondateur d'Ipemed). Ce livre reprend et enrichit les actes d'un colloque qui s'est tenu sur ces thèmes à Paris le 17 décembre 2008 à Paris. Outre une synthèse des interventions et des débats, il résume les trois propositions d'Ipemed: d'abord, le passage d'une stratégie déclarative à une stratégie de projets, ensuite une meilleure coordination des institutions en charge de l'eau en Méditerranée et enfin des propositions pour une convention internationale.



Augustin de Romanet, Anass Alami et Xavier Beulin.

La réflexion sur l'investissement se poursuit

Sans investissement et sans amélioration des conditions d'accueil des investissements directs étrangers (IDE), le rapprochement entre les deux rives de la Méditerranée risque fort d'être ralenti. C'est pourquoi l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen (Ipemed) continue de mener une réflexion sur ce sujet, étant conscient du rôle primordial des IDE dans la région. Ainsi, et conformément à la feuille de route de l'Initiative pour l'investissement en Méditerranée (2 IM), la Caisse de Dépôt et de Gestion du Maroc (CDG), la Caisse des Dépôts et Consignations de France (CDC) et Ipemed ont organisé la seconde session plénière de l'Initiative le 25 février 2010 à Rabat au Maroc⁽¹⁾. Lors de cette réunion, les travaux du groupe financier ont été présentés sur la base du rapport réalisé par Abderrahmane Hadj Nacer et Guillaume Alméras intitulé *L'investissement en Méditerranée: constats et perspectives*. Ce rapport est le fruit d'une série de rencontres avec des acteurs économiques du Maroc, de la Tunisie, de la Syrie, du Liban, de la Jordanie, de l'Égypte,

UN PANORAMA DES INVESTISSEMENTS DANS LES PAYS DU SUD ET DE L'EST DE LA MÉDITERRANÉE ET CINQ LEVIERS POUR LES DYNAMISER ONT ÉTÉ PROPOSÉS.

de Chypre, de la Grèce, de Malte, de Bahreïn, des Émirats arabes unis et de la Turquie. Il dresse un panorama des investissements dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (Psem) et propose cinq leviers pour les dynamiser :

- le soutien aux premières étapes de la création d'entreprise notamment dans une perspective d'essaimage;
- le développement, par rapprochements, des marchés de capitaux dans la région;
- le renforcement et l'extension des dispositifs de garantie d'exportation et d'implantation;
- la recherche d'une plus grande stabilité monétaire de la région euro-méditerranéenne;



Amin Benjelloun Touimi, Barid Al-Maghrib (Maroc); Nezha Lahrichi, Smaex (Maroc); Paul Tholly, Siparex (France); Géraldine Kouzan, Club des PPP (France) et Radhi Meddeb (Ipemed).

Paris envisage une banque euro-méditerranéenne

Le président Nicolas Sarkozy a confié en mars dernier une mission d'étude à Charles Milhaud afin de réfléchir à l'opportunité de la création d'une banque dédiée au financement du co-développement en Méditerranée. Cet établissement euro-méditerranéen serait calqué sur le modèle de la Banque européenne de reconstruction et de développement (BerD).

Parmi les membres de cette commission qui doit remettre son rapport d'ici la fin du mois de mai 2010, figurent notamment Mohamed El Kettani, PDG de l'Attijariwafa Bank, Philippe de Fontaine-Vive, vice-président de la Banque européenne d'investissement (BEI), Abderrahmane Hadj Nacer, directeur d'IM Bank et co-président du Comité de



Charles Milhaud, ancien président du directoire du Groupe Caisse d'Épargne et ancien président du conseil de surveillance d'Ipemed.

parrainage politique d'Ipemed et Jean Lemierre, conseiller du président de BNP Paribas. A.B.E.

- la définition d'instances de coordination nouvelles à l'échelle euro-méditerranéenne.

Les cinq pistes retenues sont complémentaires. Elles mobilisent la gamme complète du financement des investissements, du *private equity* aux marchés de capitaux, et couvrent les différentes étapes du parcours des investisseurs: de la simple prospection commerciale à l'implantation effective, de la création d'entreprise à sa capitalisation boursière, tout en conjuguant les dimensions nationales et les perspectives régionales.

Amal Chevreau, chef de projet à Ipemed

(1). Les promoteurs de l'Initiative ainsi que les institutions participant à la réunion du 25 février à Rabat ont convenu d'approfondir la réflexion autour de ces cinq pistes avec pour objectif de fédérer les acteurs concernés dans le périmètre euro-méditerranéen et de solliciter leur contribution pour aboutir à l'identification de quatre à cinq projets méditerranéens à soumettre aux chefs d'État lors du second sommet de l'Union pour la Méditerranée, prévu le 7 juin 2010.

Comment élaborer une vision commune

Le 25 mars 2010, les partenaires du consortium Méditerranée 2030 se sont à nouveau réunis lors d'une conférence plénière au ministère des Affaires étrangères pour présenter les premières conclusions de la réflexion commune qu'ils ont lancée en avril 2009, à l'initiative d'Ipemed.

Des intervenants d'exception comme Kemal Dervis, ancien vice-président de la Banque mondiale ou Georges Corm, ancien ministre des Finances du Liban, ont partagé, avec les organismes d'étude euro-méditerranéens (Carim, Ciheam, Femise, OME) et les institutions publiques et privées nationales dédiées à la prospective présentes, leur vision de l'avenir de la région. Ces experts qui accompagnent les réflexions d'Ipemed ont mis en exergue trois points : les effets de la dégradation de l'environnement en Méditerranée, la léthargie qui caractérise les économies rentières dans le Bassin et les transformations structurelles sans précédent de l'économie mondiale.

Le Centre d'analyse stratégique (CAS) a ensuite présenté les déterminants de la croissance pour la Méditerranée, en portant une attention particulière à la question démographique, aux capacités de financement et à la disponibilité des ressources naturelles dans la région. Les atouts dont dispose la Méditerranée ont également été explicités, parmi lesquels on note la croissance des échanges commerciaux, la progression des investissements directs étrangers plus diversifiés géographiquement et sectoriellement, ainsi que les bénéfices potentiels qui pourraient être dégagés de la situation géographique stratégique de la Méditerranée en tant que zone de transit de l'économie monde. Ces atouts devront être exploités de façon cohérente afin de relever les défis du futur, notamment la lente diversification des économies et la difficile conquête de la frontière technologique.

SUITE À UNE CONFÉRENCE PLÉNIÈRE ET À UNE RÉUNION ENTRE MEMBRES DU CONSORTIUM, DES RECOMMANDATIONS SERONT ADRESSÉES AUX CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT LORS DU SOMMET DE L'UPM, LE 7 JUIN À BARCELONE.



GUILLAUME ALMÉRAS ET CÉCILE JOLLY
Disponible sur www.ipemed.coop



► Cécile Jolly et Kemal Dervis.

TROIS SCÉNARIOS Ces éléments, combinés avec les perspectives sectorielles présentées par les différents instituts euro-méditerranéens, ont permis l'élaboration de trois scénarios régionaux qui ont été proposés au débat.

Un scénario de blocage de l'Europe latine notamment si l'Europe demeure dans un repli défensif. Cela se traduira par une Méditerranée sans opportunités de marchés ni préférences collectives.

Un scénario de divergence intitulé *les pays méditerranéens dans la mondialisation et dans l'indépendance*. La région connaîtra l'émergence d'une élite mondialisée et un accroissement des inégalités car la compétitivité se sera renforcée au détriment du pouvoir d'achat et de la demande intérieure.

Un scénario de convergence intitulé *La Méditerranée, une économie monde*. Ce scénario se réalisera si l'intégration méditerranéenne progresse de *jure* et de *facto*.

Cette réunion plénière a été suivie, le 26 mars 2010, d'une matinée de travail entre membres du consortium pour approfondir les scénarios régionaux, discuter des actions à venir ainsi que des recommandations que seront adressées aux chefs d'État et de gouvernement lors du second sommet de l'Union pour la Méditerranée (UPM) qui aura lieu le 7 juin prochain à Barcelone.

► Cécile Jolly et Macarena Nuño



► Vincent Chriqui, Jean-Louis Guigou, Marie Mendras, Georges Corm et Taïeb Hadri.

PHOTOS : LARBI TENSACOUT

Valeurs et sécurité alimentaire au programme

Le Comité de parrainage politique (CPP) de l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen (Ipemed) a tenu sa réunion annuelle le vendredi 26 mars 2010 à Paris. Cette rencontre a été précédée la veille par un dîner où étaient présents les membres du Comité mais aussi des chefs d'entreprises, membres du Conseil de surveillance d'Ipemed ou leurs représentants, des éditorialistes ainsi que les cadres d'Ipemed. Le dîner, qui a eu lieu à l'Hôtel de Pomereu, propriété du Groupe Caisse des Dépôts (membre fondateur d'Ipemed), a permis à Jean-Louis Guigou et Radhi Meddeb, respectivement délégué général et directeur général d'Ipemed, de présenter les principaux travaux en cours de l'Institut. Durant ce dîner, Élisabeth Guigou, Abderrahmane Hadj-Nacer, Georges Corm, Fathallah Oualalou, Kemal Dervis, Ely Vall Ould Mohamed, Hubert Védrine et Carmen Romero ont donné leurs appréciations à propos des relations entre les deux rives de la Méditerranée et sur la manière dont l'Union pour la Méditerranée (UPM) pourrait être relancée.

Les participants aux travaux du Comité de parrainage politique du 26 mars 2010 : Élisabeth Guigou, Abderrahmane Hadj-Nacer, Georges Corm, Kemal Dervis, Fathallah Oualalou, Carmen Romero, Ely Vall Ould Mohamed, Ismail Serageldine et Hubert Védrine.



PHOTOS : JEAN-MICHEL RILLON

LE PARTAGE DES VALEURS COMMUNES ENTRE LES DEUX RIVES ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : DEUX THÈMES QUI MOBILISENT LES MEMBRES DU COMITÉ DE PARRAINAGE POLITIQUE.

INCONTOURNABLE Les travaux du Comité ont porté sur le partage de valeurs communes entre les rives nord et sud, les participants estimant que ce thème est incontournable dans toute réflexion au sujet du rapprochement des deux rives. Parmi les points discutés, citons le rapport à la démocratie, à l'État de droit ou à la laïcité ainsi que les conditions pour une alternance politique pacifique, sans oublier la dimension sociale trop souvent éludée dans l'examen des situations politiques et économiques au Sud de la Méditerranée. Les participants ont convenu que le sujet n'a pas été épuisé et qu'ils devraient poursuivre leur réflexion sur ce thème.

Les membres du Comité de parrainage politique ont ensuite écouté une présentation d'Henri Nallet, ancien ministre de l'Agriculture, sur les enjeux agricoles entre les deux rives sur le plan de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Selon cet expert, il serait souhaitable que la réforme annoncée de la Politique agricole commune favorise l'émergence d'un marché agricole commun entre Nord et Sud dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée. L'importance de ce thème, les prévisions alarmistes que divers travaux, dont ceux d'Ipemed, ont mis en exergue en ce qui concerne la sécurité alimentaire en Méditerranée, vont donc continuer à mobiliser Ipemed.

A.B.E.

DU CÔTÉ D'IPEMED



Éric Diamantis, élu président du conseil d'administration d'Ipemed, en remplacement de Panagiotis Roumeliotis, nommé directeur exécutif adjoint au FMI

● Au cours de la séance du mardi 6 avril 2010, le conseil d'administration d'Ipemed a élu à sa tête Éric Diamantis, avocat d'affaires, en remplacement de Panagiotis Roumeliotis, ancien

ministre, nommé directeur exécutif adjoint du Fonds monétaire international (FMI) représentant la Grèce. Éric Diamantis était vice-président du conseil d'administration depuis la création d'Ipemed. Parmi les autres points à l'ordre du jour: l'entrée au comité scientifique d'Ipemed de Najat El Mekkaoui de Freitas, enseignante-chercheur en économie à l'université Paris-Dauphine et chercheur associée au Centre d'études de l'emploi et à l'université d'Oxford.

Le groupe Mabrouk, nouveau membre fondateur d'Ipemed

● Le groupe Mabrouk constitue l'un des tous premiers groupes privés tunisiens. Il est organisé autour de trois secteurs d'activité: l'agroalimentaire, la distribution et les services. Le groupe est présent dans le capital de la Banque de Tunisie et de la Banque du Sud et il est le principal actionnaire de la Banque internationale arabe de Tunisie. Il est également

actionnaire de référence de l'assurance et est leader dans le domaine de l'hôtellerie de luxe. Sa politique de développement s'est traduite par un positionnement dans le secteur des nouvelles technologies de la communication et du transport aérien. C'est la branche financière du groupe, dirigée par Ismail Mabrouk, qui adhère à Ipemed. Le groupe Mabrouk est le second groupe tunisien à intégrer Ipemed, après l'arrivée en décembre 2009 du groupe TTS.



IPEMED

INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN

LETTRE MENSUELLE D'INFORMATION DE L'INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN, UNE ASSOCIATION DONT LE BUT EST DE RAPPROCHER LES DEUX RIVES DE LA MÉDITERRANÉE PAR L'ÉCONOMIE

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION: Jean-Louis Guigou RÉDACTEUR EN CHEF: Akram Belkaïd ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO: Amal Chevreau, Cécile Jolly, Macarena Nuno, Jean-Louis Rastoin, Véronique Sétphan PHOTOS: D.R. RÉALISATION: Patricia Jezequel, Alain de Pommereau IMPRESSION: ISI Print ABONNEMENTS ET CONTACT: contact@ipemed.coop ISSN 2106-8410